



TRANSAT A.T. INC.
PREMIER RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 janvier 2017

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symbole boursier
TSX: TRZ

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, par rapport au trimestre clos le 31 janvier 2016 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2016, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2016. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 15 mars 2017. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2016.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section Mesures financières non normalisées selon les IFRS pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit que l'impact de la faiblesse du dollar canadien, combiné à la hausse du coût du carburant, entraînera une hausse des charges opérationnelles de 3,3 % sur le marché des destinations soleil pour le deuxième trimestre par rapport à l'année dernière.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit que l'impact de la hausse du coût du carburant, combinée à la variation des devises, entraînera une hausse des charges opérationnelles de 1,7 % sur le marché transatlantique pour le deuxième trimestre par rapport à l'année dernière.

- La perspective selon laquelle la Société prévoit que les résultats du second trimestre pourraient être légèrement supérieurs à ceux de l'an dernier.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit que pour le second semestre, l'impact de la hausse du coût du carburant, combinée à la variation des devises, n'entraînera pas de hausse des charges opérationnelles.

En faisant ces déclarations, la Société a supposé, entre autres, que les voyageurs continueront de voyager, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet et que les prix du carburant, les taux de change, les coûts d'hôtels et autres coûts terrestres demeureront stables. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, les charges de restructuration, la dépréciation du goodwill, l'amortissement et autres éléments inhabituels importants, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon plus pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers.
Résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts	Résultat avant charge d'impôt (perte avant charge d'impôts) avant variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement financier de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires avant résultat net lié aux activités abandonnées, variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période, net des impôts y afférents. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement financier de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers. Le résultat net ajusté est également utilisé dans le calcul de la rémunération variable des employés et des membres de la haute direction.
Résultat net (perte nette) ajusté par action	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
Contrats de location simple ajustés	Charge de loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres multipliée par 5.
Dettes totales	Dettes à long terme plus le montant des contrats de location simple ajustés. La direction utilise la dette totale pour évaluer le niveau d'endettement, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que cette mesure est utile afin d'évaluer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.
Dettes totales nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie. La dette totale nette est utilisée afin d'évaluer la situation de trésorerie par rapport au niveau d'endettement de la Société. La direction croit que cette mesure est utile afin d'évaluer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2017 \$	2016 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés				
Revenus	689 332	725 723	(36 391)	(5,0)
Résultat d'exploitation	(50 671)	(40 541)	(10 130)	(25,0)
Résultat net attribuable aux actionnaires	(32 073)	(61 155)	29 082	47,6
Résultat de base par action	(0,87)	(1,64)	0,77	47,0
Résultat dilué par action	(0,87)	(1,64)	0,77	47,0
Résultat d'exploitation ajusté ¹	(37 079)	(31 682)	(5 397)	(17,0)
Résultat net ajusté ¹	(36 039)	(30 378)	(5 661)	(18,6)
Résultat net ajusté par action ¹	(0,98)	(0,82)	(0,16)	(19,5)
États des flux de trésorerie consolidés				
Activités d'exploitation	116 383	134 255	(17 872)	(13,3)
Activités d'investissement	(24 286)	(15 786)	(8 500)	(53,8)
Activités de financement	(357)	(4 674)	4 317	92,4
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(577)	(241)	(336)	(139,4)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	91 163	113 554	(22 391)	(19,7)
	Au 31 janvier 2017 \$	Au 31 octobre 2016 \$	Écart \$	Écart %
États de la situation financière consolidés				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	454 827	363 664	91 163	25,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)	379 096	338 581	40 515	12,0
	833 923	702 245	131 678	18,8
Actif total	1 481 076	1 277 420	203 656	15,9
Dette à long terme	—	—	—	—
Dette totale ¹	698 205	679 065	19 140	2,8
Dette totale nette ¹	243 378	315 401	(72 023)	(22,8)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat est un voyageur international intégré. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyageur, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyageur expéditeur et comme voyageur réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre principalement au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans dix autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartiennent. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins, mais a également recours à d'autres compagnies aériennes, lorsque nécessaire. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République dominicaine et en Jamaïque. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède, exploite ou gère des propriétés au Mexique, à Cuba et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyageur intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société a considérablement amélioré son efficacité au chapitre des opérations aériennes et a lancé des initiatives technologiques pour devenir plus efficace en tant que distributeur. La stratégie prévoit également la pénétration de nouveaux marchés-sources et l'offre de nouvelles destinations, la priorité allant à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur ces destinations. En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie et à des gains d'efficacité, Transat entend améliorer son résultat d'exploitation et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. Au vu et au su de la tendance du développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable.

Pour l'exercice 2017, les objectifs que Transat poursuit, tel que déterminés en début d'exercice, sont les suivants :

1. Améliorer la compétitivité de nos activités de distribution, notamment en renforçant notre offre de produits et notre réseau, en continuant d'accroître nos ventes contrôlées et de nous rapprocher de nos clients, et en optimisant la gestion de nos revenus.
2. Continuer d'accroître l'efficacité opérationnelle d'Air Transat et de planifier en vue de l'optimisation et du renouvellement de notre flotte.
3. Étendre notre présence dans les hôtels et acquérir davantage de compétences en gestion hôtelière.
4. Poursuivre nos efforts d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts.
5. Continuer de stimuler la mobilisation des employés.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACQUISITION DE FILIALES

Le 21 décembre 2016, suite à l'exercice par l'actionnaire minoritaire de la filiale Jonview Canada inc. de son option de vente, la Société a conclu l'achat de 19,93% des actions de sa filiale Jonview Canada Inc., qui exploite des activités de voyageur réceptif au Canada, portant sa participation dans sa filiale à 100%. La contrepartie totale en trésorerie s'est établie à 5,0 millions \$, soit la juste valeur de l'option de vente au moment de la transaction. De plus, la participation ne donnant pas le contrôle a été décomptabilisée et aucun impact n'a été comptabilisé aux états consolidés des résultats.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 31 octobre 2016, Transat A.T. inc. a conclu la vente de ses activités de voyageur en France (Transat France) et en Grèce (Tourgreece) pour la somme de 63,4 millions € (93,3 millions \$) à la multinationale de tourisme TUI AG. Le 27 janvier 2017, TUI AG a confirmé que le prix d'achat ne donnerait lieu à aucun ajustement lié au fonds de roulement à la suite de la clôture définitive des comptes et de leur certification.

Au 31 janvier 2016, les activités de voyageur en France et en Grèce n'étaient pas identifiées comme étant des activités abandonnées, ni comme des actifs détenus en vue de la vente. Ainsi, les états consolidés des résultats et du résultat global comparatifs ont été redressés afin de présenter les activités abandonnées séparément des activités poursuivies.

La cession de Transat France et de Tourgreece ne change rien au programme transatlantique de Transat et n'aura pas d'impact sur les activités d'Air Transat.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 janvier			
	2017 \$	2016 \$	Écart \$	Écart %
Activités poursuivies				
Revenus	689 332	725 723	(36 391)	(5,0)
Coûts liés à la prestation de services touristiques	372 006	409 413	(37 407)	(9,1)
Salaires et avantages du personnel	89 677	85 191	4 486	5,3
Carburant d'aéronefs	63 706	61 410	2 296	3,7
Entretien d'aéronefs	42 800	39 953	2 847	7,1
Loyer d'aéronefs	36 103	32 275	3 828	11,9
Frais d'aéroports et de navigation	24 104	24 808	(704)	(2,8)
Commissions	28 791	28 986	(195)	(0,7)
Autres coûts aériens	42 754	43 777	(1 023)	(2,3)
Autres	29 439	30 877	(1 438)	(4,7)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(3 583)	(1 932)	(1 651)	85,5
Amortissement	14 206	11 506	2 700	23,5
Charges d'exploitation	740 003	766 264	(26 261)	(3,4)
Résultat d'exploitation	(50 671)	(40 541)	(10 130)	(25,0)
Coûts de financement	444	386	58	15,0
Revenus du financement	(1 757)	(1 781)	24	(1,3)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(4 804)	34 088	(38 892)	(114,1)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	557	(1 178)	1 735	147,3
Résultat avant charge d'impôts	(45 111)	(72 056)	26 945	37,4
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	(14 937)	(12 651)	(2 286)	(18,1)
Différés	880	(7 364)	8 244	112,0
	(14 057)	(20 015)	5 958	29,8
Résultat net lié aux activités poursuivies	(31 054)	(52 041)	20 987	40,3
Activités abandonnées				
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	(7 762)	7 762	100,0
Résultat net de la période	(31 054)	(59 803)	28 749	48,1
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	(32 073)	(61 155)	29 082	47,6
Participations ne donnant pas le contrôle	1 019	1 352	(333)	(24,6)
	(31 054)	(59 803)	28 749	48,1

REVENUS

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, nos revenus ont diminué de 36,4 millions \$ (5,0 %), par rapport à 2016. La diminution est principalement due à une baisse du nombre de voyageurs de 3,5 % sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période, qui découle de notre décision de réduire de notre offre de produits de 5,2 % sur ce marché au cours du trimestre, ainsi qu'à une proportion supérieure de vols vendus sans portion terrestre par rapport aux forfaits comparativement à 2016. Sur le marché transatlantique, nous avons augmenté notre offre de produits de 10,1 %, entraînant une hausse du nombre de voyageurs de 4,4 %. Les prix de vente moyens ont augmenté sur le marché des destinations soleil et diminué sur le marché transatlantique.

CHARGES D'EXPLOITATION

Nos charges d'exploitation totales ont diminué de 26,3 millions \$ (3,4 %) pour le trimestre par rapport à 2016. La diminution découle principalement d'une baisse du nombre de voyageurs, alimentée par notre décision de diminuer notre offre de produits sur le marché des destinations soleil, ainsi qu'à une proportion supérieure de vols vendus sans portion terrestre par rapport aux forfaits comparativement à 2016. Malgré l'appréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, la Société n'a pu profiter pleinement de cette hausse compte tenu de son programme de couverture des devises en place; cet effet de change a donné lieu à une augmentation des charges d'exploitation.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. La diminution de 37,4 millions \$ (9,1 %) résulte de l'ajout à notre flotte de deux Airbus A330 et d'un Boeing 737 par rapport à 2016, qui a entraîné une diminution des achats de vols de la Société auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat., de la diminution de notre offre de produits sur le marché des destinations soleil au cours de la saison, ainsi qu'à une proportion supérieure de vols vendus sans portion terrestre par rapport aux forfaits comparativement à 2016.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 4,5 millions \$ (5,3 %) pour s'établir à 89,7 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2017. L'augmentation découle principalement de l'embauche de pilotes et de mécaniciens à la suite de l'ajout d'Airbus A330 et de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs et des révisions salariales annuelles.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 2,3 millions \$ (3,7 %) au cours du trimestre. Malgré l'appréciation du dollar par rapport au dollar américain (le carburant étant principalement payé en dollar américain), la Société n'a pu profiter pleinement de cette hausse compte tenu de son programme de couverture des devises en place; cet effet de change a donné lieu à une augmentation de la dépense de carburant.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2016, ces dépenses ont augmenté de 2,8 millions \$ (7,1 %) au cours du trimestre. Cette augmentation découle principalement de la croissance de notre flotte par rapport à 2016, partiellement compensée par l'appréciation du dollar par rapport au dollar américain.

LOYER D'AÉRONEFS

En lien avec notre plan stratégique, nous avons mis en place au début de l'exercice 2015 une flotte d'aéronefs flexible. En plus de notre flotte permanente, cette flotte flexible nous permet, entre autres, d'opérer de façon saisonnière une flotte comptant un nombre plus élevé de Boeing 737 pendant la saison d'hiver que pendant la saison d'été.

Pour le trimestre, la flotte permanente d'Air Transat compte quatorze Airbus A330, neuf Airbus A310 et sept Boeing 737-800. De ce nombre, deux Airbus A330 et trois Boeing 737-800 sont entrés en service à l'été 2016 et ont contribué à l'augmentation de 3,8 millions \$ (11,9 %) des loyers d'aéronefs au cours du trimestre. Malgré l'appréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, la Société n'a pu profiter pleinement de cette hausse compte tenu de son programme de couverture des devises en place; cet effet de change a donné lieu à une augmentation des loyers d'aéronefs.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et les exploitants de services de navigation aérienne. Au cours du trimestre, ces frais ont diminué de 0,7 million \$ (2,8 %) comparativement à 2016. Cette diminution découle d'un nombre de vols inférieur à 2016, malgré la croissance de notre flotte.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commission a diminué de 0,2 million \$ (1,9 %) au cours du trimestre, par rapport à 2016. En pourcentage de nos revenus, les commissions ont augmenté pour le trimestre et représentent 4,2 % de nos revenus, par rapport à 4,0 % en 2016. Cette augmentation résulte d'une hausse de la proportion des revenus sur lesquels une commission est calculée par rapport aux revenus totaux.

AUTRES COÛTS AÉRIENS

Les autres coûts aériens sont principalement composés des frais de manutention, des dépenses d'équipage et des frais de commissariat. Les autres coûts aériens ont diminué de 1,0 million \$ (2,3 %) au cours du trimestre, comparativement à 2016. Cette diminution découle d'un nombre de vols inférieur à 2016, malgré la croissance de notre flotte.

AUTRES

Les autres frais ont diminué de 1,4 million \$ (4,7 %) au cours du trimestre, comparativement à 2016, principalement dû à une baisse des coûts de marketing.

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée provient de Caribbean Investments B.V. [«CIBV»], notre entreprise en hôtellerie. Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée pour le premier trimestre s'élève à 3,6 millions \$, comparativement à 1,9 million \$ pour le trimestre correspondant de 2016. Cette augmentation découle d'une meilleure rentabilité opérationnelle et de la vigueur du dollar américain par rapport aux autres devises.

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles amortissables et des avantages incitatifs reportés. L'amortissement a augmenté de 2,7 millions \$ (23,5 %) au cours du premier trimestre, comparativement à 2016. Cette augmentation est principalement attribuable aux travaux d'entretien récents capitalisés sur les aéronefs.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 50,7 millions \$ (7,4 %) au cours du trimestre, comparativement à 40,5 millions \$ (5,6 %) en 2016. Malgré l'appréciation du dollar par rapport au dollar américain, la Société n'a pu profiter pleinement de cette hausse compte tenu de son programme de couverture des devises en place; cet effet de change, partiellement compensé par une légère baisse des prix du carburant, a entraîné une augmentation de nos charges d'exploitation de 18,3 millions \$ pour le trimestre, que la hausse des prix de vente moyens sur les forfaits sud n'a pu compenser. La diminution de notre résultat d'exploitation découle aussi de la baisse des coefficients d'occupation et des prix de vente moyens sur le marché transatlantique, partiellement compensée par une augmentation des prix de vente moyens et des coefficients d'occupation sur le marché des destinations soleil.

Au cours du trimestre, nous avons affiché une perte d'exploitation ajustée de 37,1 millions \$ (5,4 %), comparativement à 31,7 millions \$ (4,4 %) en 2016.

AUTRES CHARGES ET REVENUS

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts, les frais d'attente ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont augmenté de 0,1 million \$ pour le trimestre, comparativement à 2016.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financement sont demeurés stables au cours du trimestre comparativement à 2016.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES DÉRIVÉS LIÉS AU CARBURANT ET AUTRES DÉRIVÉS

La variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à la fluctuation des prix du carburant et des taux de change. Au cours du trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a augmenté de 4,8 millions \$, comparativement à une diminution de la juste valeur de 34,1 millions \$ en 2016. L'augmentation est attribuable à l'augmentation de la juste valeur des dérivés liés aux achats de carburant.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES NON COURANTS

Au cours du trimestre, nous avons affiché une perte de change de 0,6 million \$ sur les éléments monétaires non courants, comparativement à un gain de change de 1,2 million \$ en 2016. Cette variation est principalement attribuable à l'effet défavorable des taux de change sur nos dépôts en devises.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La récupération d'impôts sur le résultat s'établit à 14,1 millions \$ au cours du premier trimestre, comparativement à 20,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, le taux d'imposition réel s'est établi à 28,9 % pour le présent trimestre, comparativement à 27,1 % pour la période correspondante de 2016. La variation des taux d'imposition pour le trimestre découle des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En tenant compte des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 s'est établie à 31,1 millions \$ comparativement à une perte nette liée aux activités poursuivies 52,0 millions \$ en 2016. La perte nette des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevée à 32,1 millions \$, soit 0,87 \$ par action (de base et dilué), par rapport à 53,4 millions \$, soit 1,43 \$ par action (de base et dilué) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2017, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat par action a été de 36 883 000 (de base et dilué), comparativement à 37 260 000 (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de 2016.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Tel que mentionné dans la section Activités abandonnées, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2016, le résultat net des filiales Transat France et Tourgreece, qui provenait de ventes faites à des clients en Europe, était présenté comme résultat net lié aux activités abandonnées.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2016, les revenus de nos activités abandonnées s'établissaient à 121,2 millions \$ et celles-ci affichaient une perte nette de 7,8 millions \$ (6,4 %).

RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

Lors du premier trimestre, la perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 32,1 millions \$, soit 0,87 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 61,2 millions \$, soit 1,64 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre, notre perte nette ajustée s'est établie à 36,0 millions \$ (0,98 \$ par action) comparativement à 30,4 millions \$ (0,82 \$ par action) en 2016.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les revenus affichent des baisses par rapport aux trimestres comparatifs. Pour la première partie de l'hiver (T1), à la suite de notre décision de réduire de notre offre de produits de 5,2 % sur le marché des destinations soleil, le nombre de voyageurs est en baisse et les prix de vente moyens sont en hausse sur le marché des destinations soleil. L'inverse se produit sur le marché transatlantique dû à l'augmentation notre offre de produits de 10,1 % sur ce marché. Pour T2, le nombre de voyageurs est en hausse alors que les prix de vente moyens sont en baisse. Pour la saison estivale (T3 et T4), les prix de ventes moyens sont en baisse sur le marché transatlantique, notre principal marché pour cette période, à la suite de la baisse des prix du carburant et de l'augmentation de la capacité globale de 14 % sur le marché transatlantique, alors que le nombre de voyageurs est en hausse, comparativement à 2015. Quant à nos résultats d'exploitation, les hausses de nos prix de vente moyens sur les forfaits sud durant l'hiver, combinées à nos efforts de réduction de coûts et d'amélioration de marge n'ont pas été suffisants pour compenser les effets sur nos coûts de la vigueur du dollar américain. Pour la saison estivale, la baisse des prix de vente moyens et des coefficients d'occupation n'ont été que partiellement compensés par la baisse des prix du carburant. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Principales informations financières trimestrielles non auditées								
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T2-2015	T3-2015	T4-2015	T1-2016	T2-2016	T3-2016	T4-2016	T1-2017
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	875 151	704 844	634 004	725 723	888 221	663 591	612 111	689 332
Loyers d'aéronefs	24 684	24 702	26 306	32 275	38 749	31 946	32 843	36 103
Résultat d'exploitation								
(perte d'exploitation)	(4 039)	34 480	57 850	(40 541)	(13 701)	(2 990)	26 898	(50 671)
Résultat d'exploitation ajusté								
(perte d'exploitation ajustée) ¹	7 751	44 798	70 805	(31 682)	(5 002)	15 964	46 497	(37 079)
Résultat net (perte nette)	26 267	13 820	69 965	(59 803)	(23 817)	10 548	36 313	(31 054)
Résultat net attribuable aux actionnaires	24 704	13 067	69 108	(61 155)	(24 952)	9 439	34 920	(32 073)
Résultat de base par action	0,64	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)	0,26	0,95	(0,87)
Résultat dilué par action	0,64	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)	0,26	0,95	(0,87)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	26 434	13 058	59 035	(53 393)	(25 333)	7 704	(20 497)	(32 073)
Résultat de base par action des activités poursuivies	0,68	0,34	1,56	(1,43)	(0,69)	0,21	(0,56)	(0,87)
Résultat dilué par action des activités poursuivies	0,68	0,34	1,55	(1,43)	(0,69)	0,21	(0,56)	(0,87)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) ¹	(2 738)	26 886	44 648	(30 378)	(11 868)	2 523	24 183	(36 039)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action ¹	(0,07)	0,70	1,18	(0,82)	(0,32)	0,07	0,66	(0,98)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

SITUATION FINANCIÈRE, TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 janvier 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 454,8 millions \$, comparativement à 363,7 millions \$ au 31 octobre 2016. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 379,1 millions \$ à la fin du premier trimestre de 2017 comparativement à 338,6 millions \$ au 31 octobre 2016. Notre état de la situation financière témoigne d'un fonds de roulement de 140,4 millions \$, soit un ratio de 1,15, par rapport à 192,5 millions \$ et un ratio de 1,28 au 31 octobre 2016.

L'actif total a augmenté de 203,7 millions \$ (15,9 %), passant de 1 277,4 millions \$ le 31 octobre 2016 à 1 481,1 millions \$ le 31 janvier 2017. Cette hausse est expliquée dans le tableau de la situation financière à la page suivante. Les capitaux propres ont diminué de 39,3 millions \$, passant de 464,4 millions \$ au 31 octobre 2016 à 425,1 millions \$ au 31 janvier 2017. Cette baisse découle de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 32,1 millions \$, de la perte latente sur les couvertures de flux de trésorerie de 4,2 millions \$ et de la perte de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères de 2,6 millions \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 janvier		
	2017	2016	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	116 383	134 255	(17 872)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(24 286)	(15 786)	(8 500)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(357)	(4 674)	4 317
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(577)	(241)	(336)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie			
liée aux activités poursuivies	91 163	113 554	(22 391)
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	—	(18 566)	18 566

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du premier trimestre, les activités d'exploitation liées aux activités poursuivies ont généré des flux de trésorerie de 116,4 millions \$, par rapport à 134,3 millions \$ en 2016. La diminution de 17,9 millions \$ survenue au cours du trimestre est principalement attribuable à une baisse de 8,4 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel, combinée à une baisse de notre rentabilité de 7,1 millions \$.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement liées aux activités poursuivies ont atteint 24,3 millions \$ au cours du premier trimestre, comparativement à 15,8 millions \$ en 2016, soit une augmentation de 8,5 millions \$. L'augmentation est due d'une part à la contrepartie de 5,0 millions \$ versée pour l'acquisition de la totalité des actions de notre filiale Jonview Canada inc., et d'autre part à une hausse de 3,5 millions \$ de nos acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Ces acquisitions sont principalement liées à l'entretien et aux équipements d'aéronefs.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement liées aux activités poursuivies sont passés de 4,7 millions \$ pour le premier trimestre 2016 à 0,4 million \$ en 2017, soit une diminution de 4,3 millions \$. L'utilisation des flux de trésorerie inférieure à 2016 découle principalement des rachats d'actions de 4,9 millions \$ effectués en 2016, par rapport à aucun durant le présent trimestre.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2016, les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées ont utilisé des flux de trésorerie de 18,6 millions \$, dont une utilisation des flux de trésorerie liés à l'exploitation de 17,8 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

	31 janvier 2017 \$	31 octobre 2016 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	454 827	363 664	91 163	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	379 096	338 581	40 515	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	98 753	105 003	(6 250)	Diminution des avantages incitatifs à recevoir
Impôts sur le résultat à recevoir	55 130	39 858	15 272	Augmentation des impôts recouvrables compte tenu des pertes déductibles
Stocks	12 264	12 354	(90)	Aucun écart important
Charges payées d'avances	109 562	58 657	50 905	Augmentation des montants payés d'avance aux hôteliers due à la saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	18 164	18 517	(353)	Aucun écart important
Dépôts	47 134	42 044	5 090	Augmentation des dépôts aux hôteliers due à la saisonnalité des opérations
Actifs d'impôt différé	15 898	15 055	843	Aucun écart important
Immobilisations corporelles	139 456	134 959	4 497	Acquisitions de la période partiellement compensées par l'amortissement
Immobilisations incorporelles	50 986	50 327	659	Acquisitions de la période partiellement compensées par l'amortissement
Placement dans une entreprise associée	99 133	97 668	1 465	Quote-part du résultat net d'une entreprise associée, partiellement compensée par l'écart de taux de change
Autres actifs	673	733	(60)	Aucun écart important
Passif				
Fournisseurs et autres crédateurs	297 682	247 795	49 887	Saisonnalité des opérations, partiellement compensée par l'écart de taux de change
Provision pour remise en état des aéronefs loués	42 565	40 861	1 704	Augmentation du nombre d'aéronefs et incidence du calendrier des entretiens, partiellement compensées par l'écart de taux de change
Impôts sur le résultat à payer	572	976	(404)	Paiement des soldes dus
Dépôts de clients et revenus différés	597 745	409 045	188 700	Saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	23 609	21 358	2 251	Variation défavorable du dollar par rapport à la devise américaine en regard des dérivés de change contractés
Autres passifs	88 536	88 011	525	Aucun écart important
Passifs d'impôt différé	5 251	4 988	263	Aucun écart important
Capitaux propres				
Capital-actions	214 523	214 250	273	Émission sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	18 053	17 849	204	Charge liée aux paiements fondés sur des actions
Résultats non distribués	185 848	218 821	(32 973)	Résultat net
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(1 945)	2 211	(4 156)	Perte nette sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	8 637	11 255	(2 618)	Perte de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères

FINANCEMENT

Au 15 mars 2017, la Société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

La Société dispose d'une entente de crédit à terme rotatif de 50 millions \$ aux fins de ses opérations. Selon l'entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 millions \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 janvier 2017, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés et d'autres par voie de notes aux états financiers. Au 31 janvier 2017, ainsi qu'au 31 octobre 2016, la Société n'avait aucune obligation présentée à l'état de la situation financière.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location simple

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, s'élevaient à environ 719,3 millions \$ au 31 janvier 2017 (710,3 millions \$ au 31 octobre 2016) et se résument comme suit :

ENTENTES HORS BILAN (en milliers de dollars)	Au 31 janvier 2017 \$	Au 31 octobre 2016 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	15 501	17 723
Contrats de cautionnement	718	721
Contrats de location simple		
Obligations en vertu de contrats de location simple	703 121	691 841
	719 340	710 285

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2017, un montant de 63,6 millions \$ était utilisé, dont 46,5 millions \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; cette lettre de crédit irrévocable est détenue par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, la lettre de crédit émise pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction sera levée.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement en février au montant de 35,0 millions \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2017, un montant de 15,5 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagées par des dépôts de 10,7 millions £ (17,5 millions \$), laquelle est pleinement utilisée.

Au 31 janvier 2017, le montant des ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, avait augmenté de 9,1 millions \$ par rapport au 31 octobre 2016. Cette augmentation découle principalement des ententes signées durant le trimestre pour la location de deux Airbus A330. L'augmentation a été partiellement atténuée par les remboursements effectués et par l'appréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain au cours du trimestre.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière.

La dette totale de la Société s'élève à 698,2 millions \$, soit une hausse de 19,1 millions \$ comparativement au 31 octobre 2016. Cette hausse découle de l'ajout de Boeing 737 et d'Airbus A330 à notre flotte d'aéronefs.

La dette totale nette a diminué de 72,0 millions \$, passant de 315,4 millions \$ au 31 octobre 2016 à 243,4 millions \$ au 31 janvier 2017. La diminution de notre dette totale nette découle des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'en 2016, compensée en partie par l'augmentation de notre dette totale.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 janvier 2017, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 10 mars 2017, il y avait un total de 36 953 111 actions à droit de vote en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 10 mars 2017, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 492 834, dont 2 281 266 pouvaient être exercées.

AUTRES

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement quatorze Airbus A330 (332, 345 ou 375 sièges), neuf Airbus A310 (250 sièges), et sept Boeing 737-800 (189 sièges). Au cours l'été 2017, deux Airbus A330 additionnels entreront en service.

Durant l'hiver 2017, la Société bénéficie également d'ententes pour la location saisonnière de dix Boeing 737-800 (189 sièges) et de trois Boeing 737-700 (149 sièges).

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global [« AERG »] plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où la vaste majorité des actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 janvier 2017 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 2013, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, le principal marché de la Société durant l'hiver, notre capacité au second trimestre est égale à celle offerte l'an passé. À ce jour, 82 % de cette capacité est vendue, les réservations sont en avance de 1,1 % et les coefficients d'occupation sont supérieurs de 0,9 %. L'impact de la faiblesse du dollar canadien, combiné à la hausse du coût du carburant, entraînera une hausse des charges opérationnelles de 3,3 % si le dollar et le coût du carburant demeurent au niveau actuel. Les marges unitaires sont actuellement supérieures de 0,6 % à celles enregistrées à pareille date l'année dernière.

Sur le marché transatlantique, où c'est la basse saison, notre capacité est supérieure de 9 % à celle déployée l'hiver dernier. À ce jour, 72 % de cette capacité est vendue, les réservations sont en avance de 9 %, les coefficients d'occupation sont identiques à ceux de l'an passé et les prix de vente sont inférieurs de 0,5 %. L'impact de la hausse du coût du carburant, combinée à la variation des devises, entraînera une hausse des charges opérationnelles de 1,7 % si le coût du carburant et le dollar en regard du dollar américain, de l'euro et de la livre demeurent stables. Les marges unitaires sont actuellement inférieures de 4,4 % à celles enregistrées à pareille date l'année dernière.

L'hiver dernier ayant été marqué par plusieurs événements importants (crainte du Zika, menace de grève des pilotes et attentats terroristes en Europe), la situation s'était alors dégradée à compter du début de décembre. Si les tendances se maintiennent, la Société prévoit que les résultats du second trimestre pourraient être légèrement supérieurs à ceux de l'an dernier.

Quant à l'été 2017, il est encore tôt pour tirer des conclusions. À ce jour, 33 % des sièges sont vendus. En comparaison avec l'été 2016, notre capacité sur le marché transatlantique est supérieure de 5,9 %. Les coefficients d'occupation sont supérieurs de 0,2 % et les prix sont en baisse de 4,8 %. L'impact de la hausse du coût du carburant, combinée à la variation des devises, n'entraînera pas de hausse des charges opérationnelles si le coût du carburant et le dollar en regard du dollar américain, de l'euro et de la livre demeurent stables. Au cours des dernières semaines, et sans que cela traduise nécessairement une tendance appelée à se poursuivre, les prix sur le marché transatlantiques se sont améliorés de manière continue.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017 \$	Au 31 octobre 2016 \$
ACTIFS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	454 827	363 664
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés [note 5]	332 646	292 131
Clients et autres débiteurs	98 753	105 003
Impôts sur le résultat à recevoir	40 030	24 758
Stocks	12 264	12 354
Charges payées d'avance	109 562	58 657
Instruments financiers dérivés	17 966	18 318
Partie courante des dépôts	17 845	13 067
Actifs courants	1 083 893	887 952
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés [note 5]	46 450	46 450
Dépôts	29 289	28 977
Impôts sur le résultat à recevoir	15 100	15 100
Actifs d'impôt différé	15 898	15 055
Immobilisations corporelles	139 456	134 959
Immobilisations incorporelles	50 986	50 327
Instruments financiers dérivés	198	199
Placement dans une entreprise associée [note 7]	99 133	97 668
Autres actifs	673	733
Actifs non courants	397 183	389 468
	1 481 076	1 277 420
PASSIFS		
Fournisseurs et autres créditeurs	297 682	247 795
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués	25 184	16 232
Impôts sur le résultat à payer	572	976
Dépôts de clients et revenus différés	597 745	409 045
Instruments financiers dérivés	22 339	21 358
Passifs courants	943 522	695 406
Provision pour remise en état des aéronefs loués [note 8]	17 381	24 629
Autres passifs [note 10]	88 536	88 011
Instruments financiers dérivés	1 270	—
Passifs d'impôt différé	5 251	4 988
Passifs non courants	112 438	117 628
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions [note 11]	214 523	214 250
Provision pour paiements fondés sur des actions	18 053	17 849
Résultats non distribués	185 848	218 821
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(1 945)	2 211
Montant cumulé des écarts de change	8 637	11 255
	425 116	464 386
	1 481 076	1 277 420

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Trimestres clos les 31 janvier

2017 2016

\$ \$

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2017	2016
	\$	\$
Activités poursuivies		
Revenus	689 332	725 723
Charges d'exploitation		
Coûts liés à la prestation de services touristiques	372 006	409 413
Salaires et avantages du personnel	89 677	85 191
Carburant d'aéronefs	63 706	61 410
Entretien d'aéronefs	42 800	39 953
Loyer d'aéronefs	36 103	32 275
Frais d'aéroports et de navigation	24 104	24 808
Commissions	28 791	28 986
Autres coûts aériens	42 754	43 777
Autres	29 439	30 877
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(3 583)	(1 932)
Amortissement	14 206	11 506
	740 003	766 264
Résultat d'exploitation	(50 671)	(40 541)
Coûts de financement	444	386
Revenus du financement	(1 757)	(1 781)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(4 804)	34 088
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	557	(1 178)
Résultat avant charge d'impôts	(45 111)	(72 056)
Impôts sur les bénéfices (récupération)		
Exigibles	(14 937)	(12 651)
Différés	880	(7 364)
	(14 057)	(20 015)
Résultat net lié aux activités poursuivies	(31 054)	(52 041)
Activités abandonnées		
Résultat net lié aux activités abandonnées <i>[note 6]</i>	—	(7 762)
Résultat net de la période	(31 054)	(59 803)
Résultat net attribuable aux :		
Actionnaires	(32 073)	(61 155)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 019	1 352
	(31 054)	(59 803)
Résultat par action des activités poursuivies <i>[note 11]</i>		
De base	(0,87)	(1,43)
Dilué	(0,87)	(1,43)
Résultat par action <i>[note 11]</i>		
De base	(0,87)	(1,64)
Dilué	(0,87)	(1,64)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2017	2016
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	(31 054)	(52 041)
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies:		
Éléments qui seront reclassés en résultat net		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(5 446)	(6 714)
Reclassement en résultat net	(239)	12 306
Impôts différés	1 529	(1 449)
	(4 156)	4 143
Gain (perte) de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(2 618)	5 028
Total des autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	(6 774)	9 171
Résultat global lié aux activités poursuivies	(37 828)	(42 870)
Résultat net lié aux activités abandonnées <i>[note 6]</i>	—	(7 762)
Autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées	—	718
Résultat global lié aux activités abandonnées	—	(7 044)
Résultat global de la période	(37 828)	(49 914)
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	(37 934)	(53 377)
Participations ne donnant pas le contrôle	106	3 463
	(37 828)	(49 914)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Cumul des autres éléments du résultat global							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Profit latent sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Cumul des AÉRG liés aux actifs détenus en vue de la vente	Total		
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2015	218 134	17 105	263 812	14 960	23 241	—	537 252	—	537 252
Résultat net de la période	—	—	(61 155)	—	—	—	(61 155)	1 352	(59 803)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	4 255	3 663	—	7 918	2 111	10 029
Résultat global de la période	—	—	(61 155)	4 255	3 663	—	(53 237)	3 463	(49 774)
Émission sur le capital autorisé	266	—	—	—	—	—	266	—	266
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	457	—	—	—	—	457	—	457
Rachat d'actions	(4 018)	—	(922)	—	—	—	(4 940)	—	(4 940)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Activités abandonnées	—	—	—	112	606	(718)	—	—	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(1 352)	(1 352)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	2 111	—	2 111	(2 111)	—
	(3 752)	457	(922)	112	2 717	(718)	(2 106)	(3 463)	(5 569)
Solde au 31 janvier 2016	214 382	17 562	201 735	19 327	29 621	(718)	481 909	—	481 909
Résultat net de la période	—	—	19 407	—	—	—	19 407	3 637	23 044
Autres éléments du résultat global	—	—	(2 360)	(16 746)	(17 968)	1 093	(35 981)	(1 479)	(37 460)
Résultat global de la période	—	—	17 047	(16 746)	(17 968)	1 093	(16 574)	2 158	(14 416)
Émission sur le capital autorisé	953	—	—	—	—	—	953	—	953
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	464	—	—	—	—	464	—	464
Rachat d'actions	(1 662)	—	(505)	—	—	—	(2 167)	—	(2 167)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(4 335)	(4 335)
Activités abandonnées	—	—	(336)	(370)	1 081	(375)	—	—	—
Variation de la juste valeur du passif lié aux participations ne	—	—	1 049	—	—	—	1 049	(1 049)	—
Autres variations du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(169)	—	—	—	(169)	169	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	1 578	1 578
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(1 479)	—	(1 479)	1 479	—
	(132)	287	39	(370)	(398)	(375)	(949)	(2 158)	(3 107)
Solde au 31 octobre 2016	214 250	17 849	218 821	2 211	11 255	—	464 386	—	464 386
Résultat net de la période	—	—	(32 073)	—	—	—	(32 073)	1 019	(31 054)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(4 156)	(1 705)	—	(5 861)	(913)	(6 774)
Résultat global de la période	—	—	(32 073)	(4 156)	(1 705)	—	(37 934)	106	(37 828)
Émission sur le capital autorisé	273	—	—	—	—	—	273	—	273
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	204	—	—	—	—	204	—	204
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(630)	(630)
Variation de la juste valeur du passif lié aux participations ne	—	—	(900)	—	—	—	(900)	900	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(1 289)	(1 289)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(913)	—	(913)	913	—
	273	204	(900)	—	(913)	—	(1 336)	(106)	(1 442)
Solde au 31 janvier 2017	214 523	18 053	185 848	(1 945)	8 637	—	425 116	—	425 116

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 janvier	
	2017	2016
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net lié aux activités poursuivies	(31 054)	(52 041)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :		
Amortissement	14 206	11 506
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	(4 804)	34 088
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	557	(1 178)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(3 583)	(1 932)
Impôts différés	880	(7 364)
Avantages du personnel	689	670
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	204	457
	(22 905)	(15 794)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	139 120	147 557
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(1 536)	(818)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	1 704	3 310
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	116 383	134 255
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19 303)	(15 786)
Contrepartie versée pour une filiale acquise	(4 983)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(24 286)	(15 786)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produit de l'émission d'actions	273	266
Rachat d'actions	—	(4 940)
Dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle	(630)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(357)	(4 674)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(577)	(241)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	91 163	113 554
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées <i>[note 6]</i>	—	(18 566)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	363 664	336 423
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	454 827	431 411
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)		
Impôts sur les bénéfices payés (récupérés)	822	5 004
Intérêts payés	129	125

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers \$ canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ».

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Au 31 octobre 2016, le cœur de son organisation est formé d'un voyageur implanté au Canada, lequel est intégré verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution, à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 15 mars 2017.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les méthodes comptables et modalités de calcul dans ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés annuels les plus récents. Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2016.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers classés sous « actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où la vaste majorité des actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

Note 4 ACQUISITION D'UNE FILIALE

Le 21 décembre 2016, suite à l'exercice par l'actionnaire minoritaire de la filiale Jonview Canada inc. de son option de vente, la Société a conclu l'achat de 19,93% des actions de sa filiale Jonview Canada Inc., qui exploite des activités de voyageur réceptif au Canada, portant sa participation dans sa filiale à 100%. La contrepartie totale en trésorerie s'est établie à 4 983 \$, soit la juste valeur de l'option de vente au moment de la transaction. De plus, la participation ne donnant pas le contrôle a été décomptabilisée et aucun impact n'a été comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Note 5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 janvier 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 297 342 \$ [254 311 \$ au 31 octobre 2016] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec les ententes commerciales de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de carte de crédit. De plus, elle inclut 81 754 \$, dont 46 450 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [84 270 \$ au 31 octobre 2016, dont 46 450 \$ hors de l'actif à court terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 6 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 31 octobre 2016, Transat A.T. inc. a conclu la vente de ses activités de voyageur en France (Transat France) et en Grèce (Tourgreece) pour la somme de 63 428 € (93 254 \$) à la multinationale de tourisme TUI AG. Le 27 janvier 2017, TUI AG a confirmé que le prix d'achat ne donnerait lieu à aucun ajustement lié au fonds de roulement à la suite de la clôture définitive des comptes et de leur certification.

Au 31 janvier 2016, les activités de voyageur en France et en Grèce n'étaient pas identifiées comme étant des activités abandonnées, ni comme des actifs détenus en vue de la vente. Ainsi, les états consolidés des résultats et du résultat global comparatifs ont été redressés afin de présenter les activités abandonnées séparément des activités poursuivies.

Le résultat net lié aux activités abandonnées est entièrement attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société et se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2017	2016
	\$	\$
Revenus	—	121 205
Charges d'exploitation et autres charges	—	132 749
Résultat avant charge d'impôts	—	(11 544)
Récupération d'impôts sur les bénéfices	—	(3 782)
Résultat net de la période lié aux activités abandonnées	—	(7 762)

Le résultat par action de base et dilué des activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2017	2016
	\$	\$
Résultat par action des activités abandonnées		
De base	—	(0,21)
Dilué	—	(0,21)

La variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2017	2016
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	—	(17 776)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	—	(994)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	—	204
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	—	(18 566)

Note 7 PLACEMENT DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La variation de la participation dans une entreprise associée, Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2016	97 668
Quote-part du résultat net	3 583
Dividende reçu	—
Écart de conversion	(2 118)
Solde au 31 janvier 2017	99 133

Le placement dans CIBV a été converti au taux CAD/USD de 1,3030 au 31 janvier 2017 [1,3403 au 31 octobre 2016].

Note 8 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'obligation d'entretien des aéronefs loués et aux pièces de rechange utilisées par le transporteur aérien de la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour le trimestre clos le 31 janvier se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2016	40 861
Provisions supplémentaires	4 083
Montants imputés à la provision	(2 379)
Solde au 31 janvier 2017	42 565
Provisions courantes	25 184
Provisions non courantes	17 381
Solde au 31 janvier 2017	42 565

Note 9 DETTE À LONG TERME

La Société dispose d'une entente de crédit à terme rotatif de 50 000 \$ pour les fins de ses opérations. Selon l'entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 000 \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 janvier 2017, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 janvier 2017, un montant de 65 638 \$ était utilisé [66 220 \$ au 31 octobre 2016] dont 46 450 \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; cette lettre de crédit irrévocable est détenue par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, la lettre de crédit émise pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction sera levée.

Note 10 AUTRES PASSIFS

	Au 31 janvier 2017 \$	Au 31 octobre 2016 \$
Avantages du personnel	40 879	40 400
Avantages incitatifs reportés	22 281	22 611
Participations ne donnant pas le contrôle	25 376	29 984
	88 536	92 995
Moins les participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	—	(4 984)
	88 536	88 011

Note 11 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue ou contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société. Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2015	37 590 747	218 134
Émission de la trésorerie	40 838	266
Rachat et annulation d'actions	(692 400)	(4 018)
Solde au 31 janvier 2016	36 939 185	214 382
Émission de la trésorerie	146 521	953
Exercice d'options	59 890	577
Rachat et annulation d'actions	(286 431)	(1 662)
Solde au 31 octobre 2016	36 859 165	214 250
Émission de la trésorerie	52 554	273
Solde au 31 janvier 2017	36 911 719	214 523

Le 4 mars 2016, la Société a complété son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois lancé le 10 avril 2015; la Société a racheté jusqu'à cette date un total de 2 274 921 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 16 531 \$. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2016, la Société a racheté 692 400 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 4 940 \$.

Au 31 janvier 2017, le nombre d'actions de catégorie A et de catégorie B s'élevait respectivement à 2 396 659 et à 34 515 060 [2 476 020 et à 34 383 145 au 31 octobre 2016].

OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2016	2 611 891	11,94
Annulées	(119 057)	12,23
Solde au 31 janvier 2017	2 492 834	11,93
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2017	2 281 266	12,07

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 janvier	
	2017	2016
[en milliers, sauf les montants par action]	\$	\$
NUMÉRATEUR		
Résultat net attribuable aux actionnaires	(32 073)	(61 155)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	(7 762)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	(32 073)	(53 393)
DÉNOMINATEUR		
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	36 883	37 260
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	36 883	37 260
Résultat par action		
De base	(0,87)	(1,64)
Dilué	(0,87)	(1,64)
Résultat par action tiré des activités poursuivies		
De base	(0,87)	(1,43)
Dilué	(0,87)	(1,43)

Étant donnée la perte enregistrée au cours des trimestres clos les 31 janvier 2017 et 2016, les 2 492 834 et 2 740 723 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Note 12 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 5, 7, 16, 23, 24 et 25 des états financiers de l'exercice terminé le 31 octobre 2016 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2017, le montant total de ces garanties non gagées par des dépôts s'élevait à 718 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 janvier 2017, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement en février au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 janvier 2017, un montant de 15 501 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Note 13 INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités poursuivies principalement en Amérique. Le produit des activités ordinaires ainsi que les actifs non courant hors Amérique ne sont pas significatifs. Ainsi, les états consolidés des résultats et les états consolidés de la situation financière incluent toutes les informations requises.

